



Egalité femmes-hommes dans les rédactions et les médias : **Au boulot !**

« Un collègue m'a mis des fessées estimant que j'avais un gros cul. » Ce propos a été rapporté par une participante à l'enquête en ligne #EntenduALaRédac « sur le sexisme et les violences sexuelles dans les rédactions et les écoles de journalisme », lancée par l'association Prenons la Une, le site Nous toutes et le collectif Paye ton journal. Franceinfo et *Le Monde* en révèlent aujourd'hui les premiers enseignements.

En dix jours, 1 500 journalistes et 270 étudiant-e-s d'écoles de journalisme ont répondu à l'enquête. Les premiers résultats font état de 208 rédactions de tous types, pour lesquelles des propos à connotation sexuelle ou des agressions sexuelles ont été rapportés. Deux viols ont même été dénoncés. Dans le détail, 67% des femmes ayant répondu témoignent de propos sexistes, 49% de propos à connotation sexuelle et 13% d'agressions sexuelles.

Deux catégories sont surreprésentées dans ces résultats : les femmes racisées (64% d'entre elles rapportent des propos à connotation sexuelle) et les pigistes (22% des pigistes ayant répondu assurent être « souvent » l'objet de propos à connotation sexuelle, contre 14% des CDD et CDI). « Les relations de domination économiques sont propices aux agressions et au harcèlement sexuel », commente Aude Lorriaux, porte-parole de Prenons la Une, citée par Franceinfo.

Et les écoles de journalisme ne sont pas épargnées. « Parmi les étudiantes ayant répondu à l'enquête, 62% disent avoir été témoins de propos sexistes dans leur école et 28% évoquent des faits de harcèlement sexuel. Quelque 10% des étudiantes assurent avoir été victimes d'une agression sexuelle dans le cadre de leurs études », résume ainsi Franceinfo.

Ces éléments prouvent que le problème dépasse de loin les soi-disant dérapages isolés que certains ont voulu voir dans l'affaire de la Ligue du LOL ou les dossiers révélés ces dernières semaines au Huffington Post ou chez Vice France. Une tribune publiée le 14 février, signée par le SNJ-CGT, affirmait déjà que « la ligue du LOL n'a rien d'une exception ». « Elle ne concerne pas seulement le petit milieu journalistique parisien mais l'ensemble de la société. Elle illustre la réalité d'une domination masculine fondée sur la cooptation et l'entre-soi entre hommes, blancs et hétérosexuels », proclame cette tribune.

Cette tribune rappelle aussi que dans ces affaires, ces « intimidations et humiliations répétées n'ont

pas été sans conséquences. Alors que la plupart des hommes auteurs de harcèlement ont rapidement accédé à des postes confortables dans différents médias - et commandent désormais des articles sur les implications du mouvement #metoo -, les victimes sont souvent restées à la pige ou en contrat court ».

Les derniers chiffres de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP), datés de janvier 2019, montrent que sur près de 35 000 cartes de presse, détenues à 53% par des hommes, les mensualisé-e-s (CDD et CDI) sont des hommes à 55% et les pigistes des femmes à 53%. Evidemment, constat inverse s'agissant des cartes accordées à des directeurs-trices, où les femmes ne représentent que 20% de l'effectif.

Il y aurait également beaucoup à dire à propos des « stéréotypes véhiculés sur les femmes à la radio et à la télévision », notamment mis en avant dans une récente synthèse effectuée par Ina Global. Ainsi, selon l'enquête menée en 2015 par le Global Media Monitoring Project dans les médias d'information de 114 pays, « seuls 24% des sujets des nouvelles sont des femmes, un ratio qui n'a pas bougé depuis l'enquête de 2010 ».

Ina Global rapporte également que « les femmes sont plus que les hommes présentées comme des victimes, même dans des situations comme des attentats ou des catastrophes naturelles qui frappent les individus sans distinction de sexe : la vulnérabilité des femmes fait partie des poncifs de représentation ». Autres réalités, « 83% des experts sollicités sont des hommes », tandis que « les hommes représentent 70% des sources d'information et 70% des porte-paroles ».

Le SNJ-CGT en appelle donc à une profonde révolution dans les rédactions et les entreprises d'information, aussi bien pour éradiquer les discriminations dont sont victimes les femmes journalistes que pour remettre en cause les représentations de genre que véhiculent les médias.

Cet objectif nécessite de mettre en place de véritables plans d'action d'égalité professionnelle et des accords d'égalité femmes-hommes dans les entreprises. Il suppose aussi une prise de conscience de chacun, pour que, au-delà des faits délictueux qui doivent être dénoncés, ne soit plus supporté ou justifié le moindre propos ou acte déplacé. L'excuse de la « blague lourde » ou de la « séduction » n'a que trop servi.

Montreuil, le 7 mars 2019.